

VD_FINDINFO Plainte / 2018 / 5 vom 25. März 2018

VD Tribunal cantonal, 2018-03-25, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_findinfo_Plainte___2018___5

FR: VD_FINDINFO Plainte / 2018 / 5 du 25 mars 2018

IT: VD_FINDINFO Plainte / 2018 / 5 del 25 marzo 2018

Regeste

PLAINTÉ{LP}, OBSERVATION DU DÉLAI, CONDITIONS DES ENCHÈRES, DROIT CONSTITUTIONNEL À LA PROTECTION DE LA BONNE FOI | 5 al. 3 Cst., 134 LP, 17 al. 2 LP, 17 LP

Erwägungen

E. 18

al. 1 LP [loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite ; RS 281.1] et 28 al. 1 LVLP [loi vaudoise d'application de la LP ; RSV 280.05]). Il comporte des conclusions et l'énoncé des moyens invoqués (art. 28 al. 3 LVLP), de sorte qu'il est formellement recevable. Il en va de même des déterminations des intimés et de l'Office, ainsi que des pièces produites par les intimés (art. 31 al. 1 LVLP). II. La vente aux enchères fixée au 30 novembre 2017 a été annulée par l'Office par décision du 15 novembre 2017, de sorte que l'on pourrait se poser la question de l'existence de l'intérêt à recourir de la recourante. Cette question peut toutefois demeurer ici indécise dès lors que, comme on le verra, le recours doit de toute manière être rejeté. III. La recourante soutient en substance que le point de départ du délai de plainte ne serait pas le 15 septembre 2017, jour du dépôt des conditions de vente au bureau de l'Office, mais le 18 septembre 2017, date à laquelle elle a reçu l'exemplaire des conditions de vente qui lui a été adressé par celui-ci sous pli recommandé. Sa plainte du 28 septembre 2017 aurait ainsi été déposée en temps utile. a/aa) L'art. 17 al. 1 LP prévoit que, sauf dans les cas où la loi prescrit la voie judiciaire, il peut être porté plainte à l'autorité de surveillance lorsqu'une mesure de l'office est contraire à la loi ou ne paraît pas justifiée en fait. La plainte doit être déposée dans les dix jours de celui où le plaignant a eu connaissance de la mesure (art. 17 al. 2 LP). Le délai de plainte de dix jours prévu par l'art. 17 al. 2 LP est un délai péremptoire; son observation constitue une condition de recevabilité qui doit être vérifiée d'office (ATF 102 III 127; TF 5A_547/2014 du 1^{er} septembre 2014 consid. 3.1 et les références). bb) Conformément à l'art. 134 al. 1 LP, l'office des poursuites arrête les conditions des enchères immobilières d'après l'usage des lieux et de la manière la plus avantageuse. Les conditions de vente ne sont pas notifiées selon l'art. 34 al. 1 LP – ni même publiées – mais déposées au moins dix jours avant les enchères au bureau de l'office où chacun peut en prendre connaissance (art. 134 al. 2 LP ; TF 5A_359/2016 du 7 septembre 2016, consid. 6.2 ; Stöckli/Duc, Basler Kommentar SchKG I, 2^e éd, n. 5 ad art. 134 LP ; Schleger/Zopfi, Kommentar zum Bundesgesetz über Schulbetreuung und Konkurs, Kren Kostkiewicz/Vock, 4^e éd., n° 4 ad art. 134 LP ; Alain Colombara, L'annotation au registre foncier et la réalisation forcée des immeubles, Lausanne 1992, n° 499). La date du dépôt des conditions de vente doit être communiquée (TF 5A_853/2014 du

E. 23

mars 2014, consid. 6.2.1). Elle figure dans la publication des enchères (art. 138 al. 2 ch. 2 LP), dont un exemplaire est communiqué, sous pli simple, aux intéressés (art. 139 LP ; TF 5A_853/2014 du 23 mars 2014, consid. 6.1.1). Les conditions de vente peuvent être attaquées, par la voie de la plainte, soit parce qu'elles n'ont pas été arrêtées d'après l'usage des lieux et ne permettraient pas d'escompter le résultat le plus avantageux, soit parce qu'elles violeraient une disposition explicite ou l'esprit de la loi (cf. art. 134 LP ; TF 5A_853/2014 du 23 mars 2014, consid. 6.1.1). Le délai de plainte court du jour du dépôt des conditions de vente au bureau de l'office des poursuites (ATF 105 III 6 consid. 2, JdT 1980 II 30 ; TF 5A_853/2014 du 23 mars 2014, consid. 6.1.1 ; Gilliéron, Commentaire de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite, n. 16 ad art. 134 LP ; Stöckli/Duc, op. cit. n° 12 ad art. 134 LP ; Schleger/Zopfi, , op. cit., n. 6 ad art. 134 LP ; Bernheim/Känzig, Kurzkomentar SchKG, n. 5 ad art. 134 LP ; Amonn/Walther, Grundriss des Schuldbetreibungs- und Konkursrechts, 9 e éd., § 28 n° 48). Le premier jour compté est ainsi le lendemain du jour du dépôt (art. 31 LP en relation avec l'art. 142 al. 1 CPC; ATF 94 III 25 consid. 2 ; TF 5A_853/2014 du 23 mars 2014, consid. 6.2.1 ; Gilliéron, op. cit., n. 16 ad art 134 LP) . cc) Aux termes de l'art. 5 al. 3 Cst., les organes de l'Etat et les particuliers doivent agir de manière conforme aux règles de la bonne foi. Cela implique notamment qu'ils s'abstiennent d'adopter un comportement contradictoire ou abusif (ATF 134 V 306 consid. 4.2 p. 313 ; TF 5A_206/2016, du 1 er juin 2016, consid. 5.1). De ce principe général découle notamment le droit fondamental du particulier à la protection de sa bonne foi dans ses relations avec l'Etat, consacré à l'art. 9 in fine Cst. (ATF 138 I 49 consid. 8.3.1 p. 53 et les arrêts cités ; TF 5A_206/2016, du 1 er juin 2016, consid. 5.1). Ce droit préserve la confiance légitime que le citoyen met dans les assurances reçues des autorités, lorsqu'il a réglé sa conduite d'après des décisions, des déclarations ou un comportement déterminé de l'administration (ATF 131 II 627 consid. 6.1 p. 636; 129 I 161 consid. 4.1 p. 170; 128 II 112 consid. 10b/aa p. 125; 126 II 377 consid. 3a p. 387 et les arrêts cités ; TF 5A_206/2016, du 1 er juin 2016, consid. 5.1). b) En l'espèce, les enchères ont été publiées dans la Feuille des avis officiels (FAO) des 1 er et 4 août 2017 ainsi que dans la Feuille officielle suisse du commerce (FOSC) du 4 août 2017. Ces publications précisaient que les conditions de vente comprenant l'état des charges seraient déposées au bureau de l'Office dès le 15 septembre 2017 et qu'elles pourraient être attaquées dans un délai de dix jours à compter du dépôt. Un exemplaire de ces publications a été communiqué à la recourante par avis spécial du 2 août 2017. Cet avis précisait également que les conditions de vente et l'état des charges seraient déposés à l'office dès le 15 septembre 2017. La recourante n'a pas contesté avoir reçu ce pli en première instance. Elle ne le conteste pas non plus dans son acte de recours. Cette réception est en outre établie par l'envoi fait à l'Office le 23 août 2017 (P 104). Il découle de ce qui précède que la recourante a été dûment informée de la date du dépôt des conditions de vente ainsi du reste que de la voie de droit existant pour les contester. Si on s'en tient à la jurisprudence citée ci-dessus, le délai de plainte a incontestablement commencé à courir le 16 septembre 2017, lendemain de la date du dépôt des conditions de vente à l'office, de sorte qu'il est arrivé à échéance le lundi 25 septembre 2017. Reste à examiner si l'envoi d'un exemplaire des conditions de vente à la recourante par pli recommandé du 15 septembre 2017 est, comme elle le soutient, susceptible de fonder un point de départ différent du délai de plainte. A cet égard, on a vu que la recourante a été dûment informée de la date du dépôt des conditions de vente à l'office, soit le 15 septembre 2017, ainsi que du délai pour les contester, soit dix jours à compter du dépôt. L'envoi ultérieur des conditions de vente – qui paraît correspondre à une pratique répandue

(Schleger/Zopfi, op. cit., n. 4 ad art. 134 LP) – ne contenait aucune indication susceptible de contredire ces informations précédemment transmises à la recourante. Aucun autre délai de contestation n’y était en particulier mentionné. La recourante ne pouvait donc pas inférer l’existence d’un nouveau délai de plainte de la seule réception d’une copie des conditions de vente et cela même si l’envoi en cause s’est fait sous pli recommandé. Il s’ensuit que le délai pour contester les conditions de vente est bien arrivé à échéance le 25 septembre 2017. La plainte déposée le 28 septembre 2017 est donc effectivement tardive, comme l’a à juste titre retenu le premier juge dont la décision peut ainsi être confirmée. IV. Les intimés soutiennent que la recourante tente avant tout de ralentir la procédure de poursuite de sorte que son recours doit être qualifié de procédé téméraire ou de mauvaise foi au sens de l’art. 20a al. 2 ch. 5 LP. Elle conclut à ce que la recourante soit condamnée à une amende ainsi qu’au paiement des émoluments et des débours de la cause. a) Aux termes de l’art. 20a al. 2 ch. 5 LP, les procédures devant les autorités cantonales de surveillance sont gratuites. La partie ou son représentant qui use de procédés téméraires ou de mauvaise foi peut être condamné à une amende de 1’500 fr. au plus ainsi qu’au paiement des émoluments et des débours. Se verra reprocher un comportement téméraire ou de mauvaise foi celui qui – en violation du devoir d’agir selon la bonne foi, principe aussi applicable en procédure – forme un recours sans avoir d’intérêt concret digne de protection et bien que la situation en fait et en droit soit claire, avant tout pour ralentir la procédure de poursuite (ATF 127 III 178, JdT 2001 II 50 et les réf. cit.). Il s’agit ainsi de sanctionner les procédés qui troublent le cours ordinaire de l’exécution forcée et les procédés dilatoires, dont le devoir général d’agir de bonne foi implique de s’abstenir (Gilliéron, op. cit., n. 19 ad art. 20a LP), tels que le dépôt d’un recours voué d’emblée à l’échec, la multiplication d’actes peu intelligibles, le fait de soulever des griefs « tous azimuts » faisant fi des règles de compétence des juridictions saisies (TF 7B.105/2005 du 3 août 2005 consid. 3.2) ou encore le fait de soulever en vain le même argument auquel il a déjà été répondu à réitérées reprises (CPF, 12 septembre 2016/30). La condamnation aux frais ou à une amende en vertu de l’art. 20a al. 2 ch. 5 LP relève du (large) pouvoir d’appréciation de l’autorité de surveillance (TF 5A_640/2014 du 16 octobre 2014 consid. 4). b) En l’espèce, il est incontestable que la procédure engagée par la recourante a eu pour conséquence l’annulation de la vente aux enchères prévue le 30 novembre 2017 et donc le ralentissement de la procédure de poursuite. On ne peut toutefois pas en conclure que la recourante, qui se borne à utiliser les moyens de droit à sa disposition en développant des arguments qui méritent d’être examinés, use de procédés téméraires ou de mauvaise foi. L’arrêt peut donc être rendu sans frais judiciaires ni dépens (art. 20a al. 2 ch. 5 LP ; 61 al. 2 let. a et 62 al. 2 OELP [ordonnance sur les émoluments perçus en application de la LP ; RS 281.35]). V. En conclusion, le recours doit être rejeté dans la mesure où il est recevable et la décision confirmée. L’arrêt est rendu sans frais judiciaires ni dépens.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.